

Politique | Budget supplémentaire de la Gironde, un vote guidé par l'idée de résilience



Faire de la Gironde "un laboratoire d'innovations sociales, écologiques et démocratiques". Voilà la ligne directrice qu'adopte le Conseil Départemental, présidé par Jean-Luc Gleyze. L'assemblée plénière du 24 juin, dédiée au vote du budget supplémentaire 2019, s'est attachée à suivre ce fil rouge malgré un contexte marqué par la baisse des dotations de l'État. Parmi les 29 dossiers au programme, on comptait notamment l'élaboration d'une stratégie girondine de « résilience territoriale », et la mise en place de nouveaux outils démocratiques à l'attention des Girondins.

Ce lundi 29 dossiers étaient à l'ordre du jour. Sur la base de ce programme, les débats se sont orientés vers des questions d'adaptations écologiques, sociétales et économiques. Ce dernier point, notamment, était appuyé par le président du département. La Gironde se trouve, non sans fierté, parmi les départements présentant les meilleures recettes budgétaires. De fait sa participation dans le rééquilibrage des recettes entre les départements, au titre du système de péréquation horizontale, ne cesse d'augmenter depuis 2016, portant l'apport girondin à plus de 50 millions d'euros. Des gros chiffres, oui, c'est bien de ça dont il est question. Car, si autour de la Garonne c'est avec plaisir qu'on concourt à l'équilibre financier des départements, il s'agirait de ne pas oublier les dépenses. Elles aussi augmentent, particulièrement quand le territoire accueille, chaque année 20 000 nouveaux habitants. C'est ce que souligne Jean Luc Geyze en appuyant "qu'il faudrait regarder la globalité du budget entre dépenses et recettes". A ces mots, chacun dans l'hémicycle sait de quoi il retourne: la baisse des dotations de l'État. Mais si les mots sont forts la réalité est plus douce. Cette modification apportée par le budget supplémentaire est une révision mineure du budget primitif qui n'atteint pas les 2%, elle illustre au contraire une bonne nouvelle : la capacité du département à investir.

Stratégie de résilience girondine et amendement attendu

Autre bonne nouvelle, l'adoption de « la stratégie girondine de résilience territoriale ». Le but est d'anticiper les changements écologiques et sociétaux. Des termes vastes derrière lesquels on trouve des actions concrètes. Reconnu "exemplaire" par la certification Afnor au premier trimestre 2019, le département souhaite aller plus loin encore, en comptant sur les collectivités mais également les citoyens. Ainsi à échéance de 2020, sera mis en place un budget participatif, dans l'air du temps au sein des institutions publiques, qui s'appuiera sur un panel

citoyen. Au chapitre des innovations se trouve également la possibilité d'un cumul du RSA aux salaires saisonniers. L'expérimentation pourra être lancée une fois que l'amendement, "en faveur du pouvoir d'achat", porté par le groupe d'opposition Gironde Avenir aura été voté par le Conseil. Poussé par la volonté de faciliter l'insertion, le département a étudié la question, en partenariat avec la Caisse d'allocation familiale et la Mutuelle Sociale Agricole. Le nœud du problème étant les conditions d'application d'une telle mesure. A l'heure actuelle, il reste encore à conventionner avec la CAF et la MSA, afin que ces organismes prennent les réglementations nécessaires.

Anna Bonnemasou

Crédit Photo : Anna Bonnemasou Carrere

Publié sur aqui.fr le 25/06/2019

[Url de cet article](#)